

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1907

N° 58

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le jeudi 26 décembre 1907 à 1 heure.

Par Joseph DOUCET-BON

DE L'ÉTAT ANTÉRIEUR

DANS LES

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Président : M. THOINOT, professeur

*Juges : } MM. DE LAPERSONNE et BAR, professeurs.
 } JEANNIN, agrégé.*

PARIS

IMPRIMERIE DES FACULTÉS

A. MICHALON

26, rue Monsieur-le-Prince, 26

1907

FACULTE DE MÉDECINE DE PARIS

Doyen			M LANDOUZY.
Professeurs			MM.
Anatomie.			NICOLAS
Physiologie			CH. RICHET.
Physique médicale.			GARIEL.
Chimie organique et chimie générale.			GAUTIER.
Parasitologie et Histoire naturelle médicale.			BLANCHARD.
Pathologie et thérapeutique générales.			BOUCHARD.
Pathologie médicale			DEJERINE.
Pathologie chirurgicale			BRISSAUD.
Anatomie pathologique			LANNELONGUE
Histologie.			PIERRE MARIE.
Opérations et appareils			PRENANT.
Pharmacologie et matière médicale.			QUENU.
Thérapeutique			POUCHET.
Hygiène			GILBERT
Médecine légale.			CHANTEMESSE
Histoire de la médecine et de la chirurgie.			THOINOT
Pathologie expérimentale et comparée.			G. BALLET
			ROGER.
			HAYEM.
Clinique médicale.			DIEULAFOY.
			DEBOVE.
			LANDOUZY.
			HUTINEL.
Maladies des enfants			JOFFROY.
Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.			GAUCHER.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.			RAYMOND.
Clinique des maladies du système nerveux.			LE DENTU.
			BERGER.
Clinique chirurgicale.			RECLUS.
			SEGOND.
Clinique ophtalmologique.			DE LAPERSONNE
Clinique des maladies des voies urinaires.			ALBARRAN.
Clinique d'accouchements			PINARD.
			BAR.
Clinique gynécologique			POZZI.
Clinique chirurgicale infantile			KIRMISSON.
Clinique thérapeutique			A. ROBIN.
Agrégés en exercice.			
MM.			
AUVRAY	CUNEO	LAUNOIS	NOBECOURT
BALTHAZARD	DEMELIN	LECENE	OMBREDANNE
BRANCA	DESGREZ	LEGRY	POTOCKI
BEZANÇON (FERN.)	DUVAL (PIERRE)	LENORMANT	PROUST
BRINDEAU	GOSSET	LEPER	RENON
BROCA (ANDRÉ)	GOUGET	MACAIGNE	RICHAUD
BRUMPT	JEANNIN	MAILLARD	RIEFFEL (chef
CARNOT	JEANSELME	MARION	des trav. anat.
CASTAIGNE	JOUSSET (ANDRÉ)	MORESTIN	SICARD
CLAUDE	LABBE (MARGEL)	MULON	ZIMMERN
COUVELAIRE	LANGLOIS	NICLOUX	

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MONSIEUR LE DOCTEUR BALTHAZARD

PROFESSEUR AGRÉGÉ A LA FACULTÉ DE MÉDECINE

*Qu'il nous permette de lui faire hommage d'une
thèse qu'il nous a inspirée et qu'il a dirigée de ses
conseils éclairés.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR THOINOT

PROFESSEUR A LA FACULTÉ DE MÉDECINE

MÉDECIN DE L'HOPITAL LAENNEC

MEMBRE DE L'ACADÉMIE DE MÉDECINE

A LA MÉMOIRE DE MON BEAU-PÈRE

LE DOCTEUR BRUN-BUISSON

A MA FEMME

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

Hommage respectueux et filial de ma profonde gratitude.

A MES FRÈRES

A MES PARENTS

A MES AMIS

AVANT-PROPOS

Ce nous est un devoir bien doux de trouver, dans ce modeste travail, une occasion de remercier tous ceux qui furent nos guides dans nos études médicales.

Nos maîtres de Grenoble ont les premiers droit à notre reconnaissance. Nous n'oublierons jamais avec quelle bonté, MM. les D^{rs} GIRARD, PERRIOL, COMTE, TERMIER et DESCHAMPS pour la Clinique externe, MM. les D^{rs} BERTHOLET, PORTE, TRAVERSIER, GAUTIER, pour la Clinique interne et M. le D^r CIBERT, pour les accouchements, nous ont accueilli, et avec quelle science ils nous ont prodigué leurs leçons et leurs conseils.

Qu'il nous soit permis de remercier plus particulièrement, M. le D^r JACQUEMET dont nous fûmes quelques mois l'interne. La sûreté de son diagnostic, ses hautes vues cliniques nous ont montré que la médecine était réellement un art et s'apprenait surtout au lit du malade.

Nous avons trouvé, dans nos maîtres de Paris, un accueil dont nous avons été touché. L'enseignement si vivant et si fécond de M. le professeur PINARD ne sor-

tira point sitôt de notre mémoire. M. le professeur agrégé BALTHAZARD, qui nous a suivi dans nos études depuis notre arrivée à Paris, nous a toujours prodigué sa sympathie, ses encouragements et ses conseils. C'est à son extrême bonté que nous devons le sujet de notre thèse : ce qui s'y trouve de meilleur est le résumé de son enseignement. Nous le prions d'agréer le témoignage de notre plus profonde gratitude.

Qu'il nous soit enfin permis d'évoquer, une fois encore, les douces heures de bonne camaraderie de notre vie d'étudiant : ce sont de celles que l'on n'oublie pas, non plus que les amis avec qui on les a vécues.

INTRODUCTION

S'il est une loi qui dans ces dernières années a soulevé les discussions les plus passionnées, les objections les plus grandes, les revendications des partis les plus opposés, c'est à coup sûr la loi sur les accidents du travail, qui fut votée le 9 avril 1898.

Outre son importance sociale considérable, elle consacrait des principes nouveaux, elle innovait une jurisprudence nouvelle. Déjà dans un discours prononcé le 7 mars 1883 à la Chambre, 15 ans avant le vote de la loi, Félix Faure s'exprimait ainsi : (et c'est en somme l'embryon, la raison d'être du projet de loi) « Toute exploitation au service de laquelle un accident se produit doit supporter les conséquences de cet accident. De même qu'une exploitation supporte l'usure et la destruction de son matériel, l'amortissement de son outillage, de même qu'elle supporte les risques d'incendie, de responsabilité civile et tant d'autres, de même une exploitation doit supporter les conséquences des accidents qui surviennent à son personnel ou-

vrier. Cette responsabilité est une des chances malheureuses de l'entreprise ».

Ces principes nouveaux qu'innovaient la loi, étaient d'abord le principe du risque professionnel ; c'était ensuite le principe de transaction et de forfait qui présidait au règlement des indemnités.

Cette loi voyait le jour après une longue période de gestation ; c'était l'enfant longtemps espéré, longtemps attendu par tous. Ce fut un accouchement laborieux, et lorsqu'enfin on la présenta après quatorze années de préparation et de difficultés presque insurmontables, tous à l'envie, patrons, assureurs, ouvriers, médecins, protestèrent énergiquement. Tous trouvaient l'enfant difforme et mal venu, personne ne voulait le reconnaître. La loi cependant fut appliquée ; on y fit quelques atténuations ; le Conseil d'Etat, les circulaires ministérielles et la jurisprudence, lui firent subir des retouches et aujourd'hui, après une expérience de huit années, nous voyons l'accoutumance se produire ; les protestations sont devenues moins acerbes, les milieux qui au début avaient été les plus hostiles se sont faits à la loi et se sont petit à petit habitués à elle. Non pas certes que nous soyons de parti pris un admirateur et un défenseur outrancier de toutes les lois de notre pays ! Nous estimons au contraire que là comme ailleurs, la perfection n'est pas de ce monde. Cependant il faut bien avouer qu'en somme la loi du 9 avril 1898, telle qu'elle est à l'heure actuelle, après les premières hésitations du début, inhérentes à toute législation nouvelle, marche actuellement d'un pas plus assuré dans

une voie qui de jour en jour est plus aplanie. Il y a toujours un peu d'incertitude au début de toute vie nouvelle; faut-il faire un grief à l'étranger qui cherche son chemin, de ne pas d'emblée prendre la voie la plus sûre et la plus rapide? Il en est des institutions comme des personnes. L'enfant balbutie aujourd'hui avant d'être l'orateur qui nous entraînera demain. Est-ce sa faute? Peut-on le blâmer d'un fait inéluctable? Ces commencements pénibles, hésitants, susceptibles de retouche, sont le propre de toute œuvre humaine.

La loi sur les accidents du travail a connu ces débuts de toute législation non encore formée complètement, ses premiers pas faits à tâtons. Son passage de la théorie à la pratique a révélé des défauts que magistrats et vocats ont longuement précisés et commentés. Le législateur lui-même, s'est vite rendu compte de la nécessité de compléter et d'améliorer son œuvre. Il y a eu en effet toute une série de lois modifiant la loi du 9 novembre 1898 : loi du 30 juin 1899, du 22 mars 1902 et du 31 mars 1905. De telle sorte que, actuellement, il nous semble juste de reconnaître que telle qu'elle est elle justifie parfaitement ce mot : « C'est une loi de justice et une œuvre d'humanité. »

Il nous semble qu'on peut s'en accommoder parfaitement, et qu'on peut vivre en excellente intelligence avec elle, si on la comprend et si on l'interprète bien, et qu'à tout prendre, ce *modus vivendi* est parfaitement acceptable.

Nous nous proposons dans cette thèse d'étudier un point très particulier de cette loi : l'état antérieur dans les accidents du travail.

A vrai dire, la loi n'en parle pas, n'en souffle pas mot, et cette question de l'état antérieur a été toute entière laissée à l'arbitrage de la jurisprudence qui l'a interprétée nous verrons de quelle façon.

Nous ferons ressortir l'importance de cette question, non seulement pour le patron et l'ouvrier qui y sont tous deux directement intéressés, mais encore pour le médecin qui est ainsi qu'on l'a dit : « la cheville ouvrière de toute la loi. »

Nous /dirons d'abord comment il faut comprendre l'article 1^{er} de la loi, en définissant l'accident du travail ; puis, étudiant ce qu'il faut entendre par « l'état antérieur » nous citerons les diverses opinions émises à ce sujet, et nous tâcherons de montrer comment, à notre sens, il convient d'envisager la question si l'on veut rester dans l'esprit de la loi.

Chapitre premier

QUE DEVONS-NOUS ENTENDRE PAR ACCIDENT DU TRAVAIL — LES FAITS VISÉS PAR LA LOI

L'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 est le suivant : « Les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers et employés occupés dans l'industrie du bâtiment, les usines, manufactures, chantiers, les entreprises de transport, par terre et par eau, de chargement et de déchargement, les magasins publics, mines, minières, carrières et, en outre, dans toute exploitation, ou partie d'exploitation, dans laquelle il est fait usage d'une machine mue par une force, autre que celle de l'homme et des animaux, donnent droit au profit de la victime, ou de ses représentants, à une indemnité à la charge du chef d'entreprise, à la condition que l'interruption de travail ait duré plus de quatre jours. » Rappelons que cet article 1^{er} a été modifié par une disposition de la loi du 12 avril 1906 qui y a assujéti toutes les exploitations commerciales.

La loi de 1898 concerne donc seulement les accidents du travail et ne saurait s'appliquer à toutes les maladies que l'ouvrier peut contracter dans l'exercice de sa profession. Sont donc exclues toutes les maladies professionnelles. Il ne rentre pas dans le cadre de notre travail d'étudier longuement les maladies professionnelles. Rappelons qu'elles ne peuvent pas être considérées comme accidents du travail parce qu'elles ont des caractères tout différents. L'accident a un début *brusque, soudain* ; il est possible de lui assigner une date *déterminée* ; c'est un fait *anormal* dans la vie de l'ouvrier. La maladie professionnelle a, au contraire, une évolution *lente* ; on ne peut en préciser l'origine et lui assigner une *date déterminée*. Enfin elle est inhérente à l'exercice normal de la profession de l'ouvrier.

Les faits que vise la loi sont des accidents survenus *par le fait*, ou à l'occasion du travail, non intentionnellement provoqués, ayant entraîné soit la *mort*, soit une *incapacité permanente, absolue ou partielle*, soit une incapacité temporaire de plus de quatre jours.

La loi cependant n'a pas défini l'accident. Les commentateurs n'ont pas manqué et chacun a donné sa définition. Du reste, la pensée du législateur s'est manifestée nettement pendant les discussions qui ont précédé devant le Parlement le vote de la loi ; et dans sa circulaire, M. Lebreton, Garde des Sceaux, écrit que « l'accident, tel qu'il faut l'entendre dans notre matière, consiste dans une lésion corporelle, provenant de l'action soudaine, d'une cause extérieure (Cirulaire du 10 juin

1899). M. Monis dans sa circulaire du 22 août 1907 emploie les mêmes termes.

M. le professeur Thoinot, dans son remarquable ouvrage sur les accidents du travail, fait ressortir que ces mots « lésion corporelle » employés dans ces définitions, demandent une interprétation large, sous peine d'exclure les psychoses et névroses, qui peuvent résulter de traumatismes dont ce serait le seul effet. Nous verrons du reste tout à l'heure en donnant notre définition de l'accident, comment combler cette lacune.

M. Marestaing définit l'accident : « une atteinte au corps humain, provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure ». Cette définition indique bien les caractères de soudaineté, de violence, de cause extérieure, caractères que M. le professeur agrégé Rémy a longuement développés au début de son cours, sur les accidents du travail (Faculté de médecine de Paris, cours libre 1901-1902). Mais, comme le fait remarquer Ollive, elle implique une synonymie erronée, entre l'accident et la lésion corporelle qu'il produit, entre la cause et l'effet.

Un accident n'est pas une blessure, c'est un *événement* qui peut avoir entre autres conséquences la production de blessures (c'est du reste sa définition étymologique : *accidens* — *accidere* — quelque chose qui arrive : un événement).

Nous verrons plus loin qu'il n'y a pas là seulement une question de mots, et que cette confusion est encore aujourd'hui la source de nombreuses difficultés.

Donc à notre tour nous définirons l'accident du tra-

vail : un fait anormal, résultant de l'action soudaine et violente d'une cause extérieure physique au cours du travail. Lorsque cet accident provoque des blessures externes, des lésions médicales, des troubles nerveux psychiques (M. Thoinot) on se trouve en présence de faits visés par la loi de 1898.

L'accident doit de plus, nous dit la loi, être survenu *par le fait, ou à l'occasion du travail*.

Cela signifie d'après la jurisprudence de la Cour de cassation : sur le lieu, et dans le temps du travail. En seraient exclus, toutefois, les rixes ou jeux dangereux entre ouvriers ; par contre est accident du travail la blessure que fait un ouvrier irascible à un contremaître à la suite d'une réprimande.

« Ce n'est pas par une sorte de pléonasme, dit M. Olive, que le législateur a employé dans son texte les deux expressions : *par le fait du travail*, à *l'occasion du travail*. — Il n'y a pas similitude en effet entre les deux. On peut dire qu'ici tous les mots ont été pesés et ont leur importance. »

« Il est évident, fait remarquer M. Druhen dans sa thèse (1), que si l'accident est causé pendant le travail par un cas de force majeure, tel qu'un tremblement de terre, une inondation etc..., l'ouvrier frappé l'est au même titre que le reste de l'humanité et le risque professionnel ne rentre pas en jeu ».

« L'ouvrier — dit M. Léon Say — ne saurait être protégé contre le grand risque de l'humanité ».

1. *Thèse Paris*, 1904.

L'accident ne doit pas avoir été intentionnellement provoqué. — Il doit avoir provoqué la mort ou une incapacité permanente ou temporaire de plus de quatre jours. Notons en passant que l'incapacité permanente qui est liée à une infirmité, ou à un trouble fonctionnel incurable, n'existe, que s'il y a diminution de la *capacité professionnelle* ou de la *valeur industrielle* de l'ouvrier. C'est dire qu'en sont exclues toutes les lésions qui n'entraînent aucune gêne, pour l'exercice de la profession, (lésion des organes génitaux ; défiguration, sauf dans le cas où elle nuit à l'embauchage de l'ouvrier etc...) pour toutes ces lésions l'ouvrier doit poursuivre son patron, en vertu du droit commun, c'est-à-dire qu'il n'est indemnisé que s'il y a faute grave du patron.

Si nous nous sommes étendus, plus peut-être que le cadre de notre sujet ne nous y autorisait, sur cette définition de *l'accident*, c'est qu'elle est selon nous de première importance. « Si l'on s'en rapportait toujours à cette définition, qui concorde avec la jurisprudence courante, dit M. le professeur agrégé Balthazard, jamais on n'éprouverait d'embarras pour dire si une affection déterminée donne droit à une indemnité, en vertu de la loi sur les accidents du travail. Il importe, en effet, de ne jamais aborder de discussion de principe, et de toujours étudier des cas d'espèce ; c'est poser très mal la question que de dire : « le durillon forcé est-il un accident de travail ? » Il faut dire : « le durillon forcé dont est atteint l'ouvrier X... est-il un fait visé par la loi de 1898 ? » La réponse est alors immédiate : « Oui, si ce durillon forcé résulte d'un accident du travail, c'est à-

dire si la suppuration s'est produite, par l'action soudaine et violente sur le durillon professionnel, d'une cause extérieure au cours du travail ; non, si l'ouvrier ne peut établir qu'il soit survenu un fait anormal au cours de son travail » (1).

En résumé toutes les lésions, toutes les maladies médicales, tous les troubles psychiques, peuvent rentrer parmi les faits visés par la loi, à condition, et nous insistons encore en terminant ce chapitre, que dans chaque cas particulier, il soit établi, qu'ils se sont produits d'une manière accidentelle au cours du travail.

1. *Tribun. Paux*, XVI^e arrondissement, Paris. Jugement du 2 août 1905. *Gaz. Pal.*, 9 nov. 1906.

Le durillon forcé, état morbide dû à la pénétration de microbes infectieux dans les tissus profonds jusqu'à la couche séreuse sous-tégumentaire, n'est un accident de travail que lorsqu'il procède de l'action soudaine et fortuite d'une force extérieure au cours de l'ouvrage, mais non pas quand l'affection dérive d'une cause toute différente.

Chapitre II

L'ÉTAT ANTÉRIEUR DANS LES ACCIDENTS DE TRAVAIL APERÇU DE LA JURISPRUDENCE

Avant la loi de 1898 cette question de *l'état antérieur*, ou, pour parler plus exactement, la question des « rapports entre un traumatisme et les maladies ou diathèses dont pouvait être atteinte la victime *antérieurement* à l'accident », avait déjà préoccupé juristes et médecins-experts et attiré leur attention. Quelque temps, en effet, avant la promulgation de la loi, le Dr Floquet demandait à la Société de Médecine légale, le 14 février 1898, de donner son avis à ce sujet. Il rappelait le principe de Fodéré en matière pénale : « Tout ce qui ne dépend pas à proprement parler de la nature de la blessure ne saurait être imputé à son auteur » et admettait l'application de ce principe en matière civile. L'accord fut presque unanime et M. Benoit, Président de la Cour d'appel de Paris, résumant la discussion, émit son avis de façon très nette :

« Si le blessé était malade avant l'accident, la blessure n'est pas la cause directe des complications ; il y a un tempérament à apporter à la responsabilité de l'auteur. »

C'est alors que fut votée la loi de 1898, et l'ordre du jour de la Société de Médecine légale demeura un vœu purement platonique, puisque au sujet des états antérieurs la loi fut d'un mutisme absolu. Il y eut bien un amendement proposé par M. Dron, à ce sujet, mais il fut retiré « pour ne pas surcharger le texte de la loi. »

C'était donc bien un parti pris dans l'esprit du législateur de laisser à la jurisprudence le soin de fixer ce point de droit, en s'inspirant de l'esprit de la loi.

Cette interprétation a été très hésitante au début. Les juges, chargés de découvrir la véritable pensée du législateur sont allés un peu à tâtons et ont rendus souvent des décisions contradictoires.

Voyons quelques exemples qui nous montreront bien cette diversité de jugements et d'appréciations dans les premières années de la loi.

Le juge de paix du premier canton du *Mans* (4 mai 1900) déclare que :

« Le chef d'établissement doit être admis à prouver que l'incapacité de travail de la victime d'un accident est la conséquence de la maladie constitutionnelle dont l'ouvrier est atteint ; (en l'espèce), autoriser à prouver que la prolongation de l'incapacité est due à une affection antérieure de la victime, telle que l'albuminurie. »

Le tribunal de Lorient (13 déc. 1901) juge que l'on doit tenir

compte de la maladie antérieure ou de la prédisposition de la victime.

La cour de Bordeaux (18 déc. 1900) confirmant un arrêt du tribunal de la même ville (5 nov. 1900) :

Les incapacités résultant d'un vice de tempérament ou d'une maladie constitutionnelle dont la victime était atteinte antérieurement, ne donnent pas droit au bénéfice de la loi du 9 avril 1898.

C'est ainsi que juge encore le *tribunal civil de Limoux* (13 nov. 1900) confirmé en appel à Chambéry (19 nov. 1901).

Le tribunal tiendra compte, dans l'appréciation de la réduction de salaire, de l'état de maladie antérieure de la victime et recherchera la part de l'incapacité qui résulte de la maladie et celle qui résulte de l'accident.

Également encore :

La Cour de Rennes (6 nov. 1902), de *Nîmes* (23 juin 1902), la *Cour de Rouen* (22 mars 1901).

Par contre ont jugé d'une façon diamétralement opposée :

Le *tribunal d'Orléans* (8 août 1900). Confirmé en appel (8 déc. 1900) :

L'indemnité fixée par la loi doit être accordée sans que le tribunal ait à rechercher s'il n'existait pas dans la constitution physique de la victime des motifs pouvant atténuer ou faire disparaître la responsabilité patronale.

Le *tribunal civil de Besançon* (5 avril 1900).

Le *tribunal civil de Marvejols* (26 oct. 1900) :

Le patron ne saurait prétendre, sous le prétexte que les conséquences de l'accident ont été aggravées par une affection

antérieure, diminuer la réduction que subit le salaire, au cas d'incapacité permanente partielle ; la réduction du salaire au moment de l'accident doit être la base nécessaire du règlement de l'indemnité.

Justice de paix du Havre (III^e arrondissement 11 août 1900) :

Le patron n'est même pas fondé à prétendre démontrer que la guérison a été retardée par une affection antérieure. Attendu qu'il ne saurait être question de rechercher l'état pathogénique ou pathologique des maladies ; qu'on soulèverait ainsi de nombreuses difficultés absolument contraires aux vues du législateur ; que celui-ci dans un esprit de bienveillance et de sollicitude pour les ouvriers blessés a voulu écarter toute contestation à ce sujet ; qu'il a tenu d'assurer aux victimes d'un accident l'indemnité journalière tant que dure l'incapacité de travail sans faire aucune restriction pour le cas où l'état maladif du sujet aurait retardé la guérison ; etc.

Justice de paix de Sotteville-lès-Rouen (26 fév. 1900) :

L'indemnité journalière est due jusqu'à la fin de l'incapacité temporaire, même si la guérison, qui paraissait d'abord prochaine est retardée par suite de complications provoquées par une maladie antérieure.

Tribunal de Boulogne-sur-Mer (7 déc. 1901), *Saint-Etienne* (21 nov. 1901), *Cour de Rouen* (27 fév. 1901), *Cour de Lyon* (7 août 1901), etc.

Nous voyons donc, de façon très nette, que, dès le commencement de l'application de la loi, se séparent deux groupes d'interprétateurs : l'un, déclarant que l'accident et toutes ses suites sont à la charge du patron, sans que celui-ci puisse se prévaloir, pour diminuer sa

responsabilité, d'un état pathologique antérieur de l'ouvrier ; l'autre, divisant la responsabilité en deux parts : l'ouvrier ayant celle de son état antérieur pathologique, véritable bagage personnel, et le patron celle de l'accident pur et simple, en dehors de toutes complications dues à un état pathologique antérieur chez son employé.

Nous ne nous occuperons pas maintenant de discuter ces deux manières de voir. Nous nous bornons dans ce chapitre à rapporter simplement des faits et à suivre pas à pas l'application de la loi et l'évolution qui s'est faite dans la jurisprudence.

Si nous continuons à examiner les divers jugements, nous ne tardons pas à remarquer que l'une des deux interprétations tend à disparaître. La période de transition dont nous parlions au commencement de ce travail semble terminée et l'opinion des Cours d'appel s'unifie de plus en plus, jusqu'au jour où la Cour de cassation se prononce pour la première fois, le 22 août 1902, et consacre la responsabilité totale de l'assureur. Cet arrêt de la Cour de cassation, le premier en date, mérite d'être cité, car il a donné, pour ainsi dire, consécration officielle à la théorie de la responsabilité totale :

La détermination de l'indemnité dépend du salaire effectif de l'ouvrier blessé et des facultés de travail que lui laisse l'accident. L'état d'infirmité dans lequel la victime se trouvait avant l'accident importe peu au point de vue de la détermination de son état actuel (22 août 1902).

Ainsi qu'on peut le voir dès maintenant, la Cour de Cassation a son siège fait. Sans entrer dans les détails qu'elle abordera plus tard dans d'autres arrêts, expliquant ses raisons d'interpréter la loi ainsi, elle se borne, dans cet arrêt du 22 août 1902, à mettre la chose au point le plus clairement possible, à spécifier exactement la façon dont elle entend solutionner les points en litige : D'un côté : le salaire annuel de l'ouvrier blessé, de l'autre : les facultés de travail à lui laissées par l'accident, sans avoir à faire état des prédispositions morbides antérieures.

Et à partir de ce moment, en effet, à chaque jugement, s'affirme de plus en plus la constante unanimité de la jurisprudence.

Citons au hasard quelques uns de ces jugements avec leur attendus ; ces derniers commenceront à montrer les raisons qui ont déterminé la jurisprudence, raisons sur lesquelles nous aurons à revenir dans le chapitre suivant :

Cour de Rouen. Arrêt du 27 février 1901 :

L'expression de l'article 3 de la loi de 1898 « accident suivi de mort » n'indique pas que la responsabilité de l'entreprise puisse être subordonnée à la preuve que l'accident est la seule et unique cause de la mort et qu'elle cesse de lui incomber quand, par suite d'une prédisposition morbide, la constitution physique du malade l'a en partie déterminée.

Spécialement, l'entreprise ne saurait invoquer l'alcoolisme du blessé, alors qu'il est incontestable que ce sont les brûlures graves, conséquence de l'accident, qui ont déterminé les désor-

dres ayant entraîné la mort, établissant ainsi une relation directe de cause à effet entre la mort et l'accident.

Cour de Paris (VII^e Chambre), Arrêt du 30 juillet 1902 :

Lorsqu'il est constant qu'une hémoptysie a été la conséquence d'un accident du travail et le premier symptôme grave de la maladie qui a occasionné la mort; que d'autre part, l'ouvrier, jeune encore, se livrait à un travail qui laissait présumer un état de santé non défectueux, il y a preuve suffisante que l'accident a été la cause de la mort et la loi de 1898 doit recevoir son application.

Cour de Lyon (20 mai 1904) :

Lorsque l'accident survenu à un ouvrier sur le lieu et pendant son travail a, sinon causé la mort, tout au moins accéléré et aggravé la maladie dont il est mort, on doit décider que c'est bien par suite d'un accident du travail prévu par la loi de 1898 que l'ouvrier est mort.

Cour de Montpellier (3 novembre 1905) :

Le juge n'a pas à tenir compte, dans le calcul de la rente, d'une constatation des experts, d'après laquelle la part réelle revenant à l'accident dans la réduction de capacité proportionnelle de l'ouvrier ne présenterait que la moitié de cette réduction, l'autre moitié devant être attribuée aux conditions organiques du sujet; que le législateur a, en effet, fixé à forfait les indemnités dues aux ouvriers victimes d'accident, dans le but de supprimer toute discussion, entre les parties, portant sur l'état organique et les prédispositions morbides de chaque ouvrier dans chaque espèce particulière.

Cours de Rennes (12 décembre 1905).

L'estimation de la réduction de capacité résultant de l'accident est le seul critérium qui doit servir à déterminer la rente à accorder à l'ouvrier blessé. La seule comparaison du salaire gagné avant l'accident par la victime avec celui qu'elle peut gagner depuis l'accident, tout en conduisant parfois à une estimation exacte, n'est pas le mode légal d'appréciation, aux termes de la loi de 1898.

Cours de Lyon (Jugement du 29 mai 1906.)

En matière d'accidents du travail, la loi du 9 avril 1898 est applicable lorsque les blessures ou la mort survenues au cours du travail, sont dues à un accident.

Il importe peu, en conséquence, de rechercher si cet accident a son origine dans une cause anormale, notamment dans ce fait que l'ouvrier aurait été brusquement privé de l'usage de ses sens.

Tribunal civil de la Seine (4^e Ch.). Jugement du 1^{er} juin 1906:

Étant donné le caractère forfaitaire de la loi du 9 avril 1898 il n'y a lieu de ne tenir aucun compte, pour apprécier les conséquences d'un accident du travail, *des prédispositions morbides* de l'ouvrier.

Notamment, la lésion produite chez un ouvrier atteint de tabes par un traumatisme insignifiant, doit être appréciée sans tenir compte de l'état préexistant de l'ouvrier.

Cours de Poitiers (1^{re} Ch.), 10 août 1906 :

Pour la fixation de l'indemnité forfaitaire fixée par la loi du 9 avril 1898, il doit être tenu compte de deux éléments : *d'une part des facultés de travail que l'accident laisse subsister chez*

la victime ; d'autre part du salaire qu'elle recevait. Il serait arbitraire d'admettre un troisième élément, soit une tare *physiologique* existant chez un ouvrier blessé.

Dès lors il n'y a pas lieu de faire état de la prédisposition aux complications hystériques que présentait la victime d'un accident du travail.

Cour de Nancy (7 août 1906) :

Quand il est prouvé qu'un accident est la cause *de l'éclosion d'une maladie à l'état latent ou de l'aggravation d'une maladie préexistante*, en l'espèce la tuberculose, et que le mal qui sommeillait s'est aggravé sous l'effet du traumatisme qui en a facilité la marche, les tribunaux doivent décider qu'il y a une *relation de cause à effet* entre ces accidents et l'incapacité ou la mort de la victime.

Cour de Rennes (14 mai 1906) :

Il n'y a pas lieu de rechercher pour un ouvrier blessé quel pouvait être avant l'accident, l'état d'infériorité physique dans lequel il se trouvait ; la seule base d'appréciation résulte de la différence entre le salaire qu'il touchait avant l'accident et celui qu'il pourra toucher à l'avenir.

Enfin pour terminer cette liste, citons un second arrêt de la Cour de Cassation, très important puisque, pour le seconde fois il sanctionne la même interprétation, et déclare qu'il ne doit pas être tenu compte des prédispositions morbides pour l'évaluation du taux de l'indemnité.

Cour de Cassation (Ch. civ.). Arrêt du 31 juillet 1906 :

La Cour,

Sur le moyen unique pris dans ses deux branches ;

Vu l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu qu'aux termes de l'article 8 de la loi du 9 avril 1898, les accidents survenus par le fait ou à l'occasion du travail aux ouvriers et aux employés dans les entreprises visées à l'article premier de ladite loi, donnent à la victime droit à une rente égale aux deux tiers de son salaire annuel, si l'incapacité permanente est absolue et à une rente égale à la moitié de la réduction que l'accident doit normalement faire subir au salaire si l'incapacité permanente n'est que partielle ;

Que la détermination de l'indemnité que la loi met à la charge du chef d'entreprise dépend donc de la combinaison de deux éléments : le salaire annuel de l'ouvrier blessé, d'une part ; les facultés de travail que lui laisse l'accident, d'autre part ; qu'il n'est pas permis au juge d'évaluer les facultés de travail d'après les suites que l'accident aurait eues sans les prédispositions morbides de la victime ; qu'il ne doit prendre en considération, pour faire cette évaluation, que le salaire que l'ouvrier blessé pourra gagner dorénavant, rapproché de celui qu'il gagnait auparavant ;

Attendu que l'arrêt attaqué, après avoir déclaré que B..., ouvrier au service de la Compagnie P.-L.-M. a été victime d'un accident du travail, dit qu'il n'est atteint que d'une incapacité permanente partielle, et fixe aux tiers la réduction normale de son salaire ; qu'il ne détermine pas ce chiffre en vertu de son pouvoir souverain d'apprécier l'état actuel du blessé ; qu'il résulte des motifs qu'il donne à l'appui de sa décision, que la réduction normale du salaire de B... n'est ainsi fixée aux tiers « qu'en éliminant autant que possible de l'impotence fonc-

tionnelle dont est atteint le demandeur, l'élément imputable aux prédispositions morbides » ; qu'en statuant ainsi, l'arrêt attaqué a violé l'article sus-visé ;

Par ces motifs,

Casse et renvoie devant la Cour de Montpellier.

Et enfin ce dernier arrêt plus récent encore.

Cour de cassation (Req. 12 avril 1907) :

L'état de maladie de la victime d'un accident du travail, avant l'accident, ne saurait être pris en considération pour étudier les conséquences légales de l'incapacité constatée par les juges du fait ; le salaire annuel que touche alors l'ouvrier donne la mesure légale de sa valeur professionnelle.

Comme nous l'avons dit dans le cours de ce chapitre nous nous sommes abstenu, pour le moment, de donner notre avis sur telle ou telle décision, réservant la discussion pour le chapitre suivant. Nous avons voulu simplement donner un court aperçu de l'interprétation extensive manifeste de la loi depuis sa promulgation, et relater les principales décisions prises.

Pour résumer ce chapitre, nous dirons :

1° Que la loi du 9 avril 1898 ne fait aucunement mention de l'état antérieur ;

2° Qu'après les hésitations du début la jurisprudence statue avec une constante uniformité, *sans tenir compte de l'état antérieur.*

Nous allons étudier maintenant la question d'un peu plus près, voir les raisons alléguées pour ou contre cette interprétation de la loi, et essayer de justifier la solution qui nous paraît la meilleure.

Chapitre III

EST-IL JUSTE DE NÉGLIGER L'ÉTAT ANTÉRIEUR DES ACCIDENTS DU TRAVAIL ?

Nous venons de voir, dans le précédent chapitre, que la jurisprudence concluait à la responsabilité totale de l'assureur en matière d'accident du travail et ne tenait aucun compte de l'état antérieur, dans le règlement des indemnités. Si l'accord est fait parmi les juges, la responsabilité atténuée compte encore de nombreux et autorisés partisans parmi les médecins. Le premier, le professeur Brouardel s'était élevé avec force contre la responsabilité totale. Il jugeait la jurisprudence actuelle plus nuisible qu'utile aux ouvriers. MM. Ollive, Le Meignen, Baudry, Giraud et bien d'autres étaient du même avis, se refusant à suivre une loi dont ils dénoncent toute « l'arbitraire injustice » et le dernier Congrès de chirurgie déposait, il y a à peine un mois le vœu suivant adopté à l'unanimité :

« Les membres de l'Association française de chirurgie, réunis à l'occasion du vingtième Congrès, après

avoir entendu le rapport de MM. Segond et Jeanbrau de Montpellier, sur les relations des cancers et des tuberculoses avec les accidents, ont émis le vœu suivant

« Il est désirable que la loi de 1898 soit modifiée de façon à ne pas exclure de parti pris, dans la réparation pécuniaire des accidents, le rôle des prédispositions et des maladies préexistantes. Cette modification atténuerait les conséquences fâcheuses de l'indemnité transactionnelle et forfaitaire, en permettant de tenir compte des responsabilités atténuées et d'accorder une indemnité exactement proportionnelle au dommage. »

MM. les professeurs Segond et Jeanbrau étudiaient dans leur rapport « les relations de la tuberculose et du cancer avec les accidents du travail ». La conclusion de M. le professeur Segond, sanctionnée par le vœu que nous venons de citer, était la suivante :

« Il se peut que toutes ces considérations soient contraires à l'esprit comme au texte d'une loi qui n'entend pas tenir compte des prédispositions et des états antérieurs. Mais nous n'en conservons pas moins le droit de dénoncer toute l'arbitraire injustice d'un tel parti pris, de dire combien il est fâcheux que le rapporteur de la loi de 1898 ait voulu, soi-disant, l'alléger, en invitant le député Dron à retirer son amendement sur la nécessité de ne point indemniser « les aggravations résultant de lésions ou d'infirmités préexistantes » et d'émettre, en fin de compte, le vœu, plus que motivé de voir le principe absolu de l'indemnisation transactionnelle et forfaitaire des blessures donner place à celui des responsabilités atténuées et d'une indem-

nisation vraiment proportionnelle au dommage. »

Nous nous inclinons devant la science consommée et l'autorité incontestable de M. le professeur Segond. Mais cependant nous ne pouvons accepter ses conclusions. Notre travail était commencé bien avant le Congrès de chirurgie ; nous y défendions la théorie inverse avec des arguments dont la valeur ne nous semble pas diminuée, et malgré les raisons invoquées par MM. Segond et Jeanbrau notre manière de voir n'a pas changé, et nous allons essayer de la justifier.

Dans ce chapitre, nous montrerons que l'état antérieur complexe et variable est inséparable du traumatisme. Vouloir faire supporter à l'ouvrier ses tares pathologiques personnelles et héréditaires, bien que parfaitement juste en théorie, aboutit en pratique à de flagrantes injustices ; nous verrons que ce serait la cause de procès indéfinis, à l'encontre du but que s'est proposé le législateur, et que la loi faite dans l'intérêt de l'ouvrier, se retournerait contre lui et aboutirait dans nombre de cas, à une indemnité tout-à-fait insuffisante.

..

Dans le précédent chapitre nous avons donné une définition de l'état antérieur qui demande à être précisée davantage et à être développée. Rien n'est si complexe en effet, rien n'est si vaste que l'état antérieur, puisqu'il comprend, non seulement le bagage pathologique personnel de chaque individu, mais encore les prédispositions morbides héréditaires ou acquises, les diathèses.

Savoir qu'un ouvrier a eu une maladie antérieure, savoir même qu'elle est encore en évolution, c'est bien connaître une partie de son état antérieur, mais une partie seulement. Il nous faudrait, pour avoir son bilan exact, rechercher encore ses prédispositions morbides, quelles sont ses aptitudes aux diverses maladies, quel est son tempérament. Il faudrait enfin — et c'est là, chose presque impossible et combien délicate en tout cas ! — interroger ce *quid ignotum* que nous appelons l'hérédité. Les diathèses, c'est-à-dire ces prédispositions pathologiques que nous ont transmis nos parents et que nous transmettons à notre tour, ne sont pas, quoiqu'on en ait dit, un vain mot. Elles dominent les divers processus morbides et leur impriment souvent une évolution particulière. Une même maladie évoluera différemment sur des terrains dissemblables et c'est en ce sens que l'on a dit cette parole profondément vraie : il n'y a pas de maladies, il n'y a que des malades. C'est une vérité si connue du praticien que nous n'insisterons même pas.

On peut aller plus loin encore dans la compréhension de l'état antérieur : tout ce qui affaiblit l'organisme, tout ce qui amoindrit sa résistance vitale, est cause de nouvelles prédispositions morbides. C'est ainsi que les maladies professionnelles, le travail plus ou moins pénible, les intoxications, l'âge même, sont des éléments qui contribuent à diminuer les résistances organiques.

On a dit que la vieillesse était « la première de toutes les maladies. » Outre les maladies *d'usure* qu'elle amène avec elle, il est clair, qu'à mesure que l'on avance

dans la vie la force de résistance diminue, les tares pathologiques augmentent. L'homme âgé est, suivant une expression fort juste, plus qu'un autre, en imminence d'accident du travail. Il est donc évident qu'il n'y a pas *un* état antérieur mais *des* états antérieurs, et cela chez le même individu pris à des moments divers de son existence, l'état antérieur variant constamment, comme nous venons de le voir, pour une foule de causes.

Le travail, l'industrie, vicie eux-mêmes, lentement mais sûrement l'ouvrier. La loi, avec juste raison, ne reconnaît pas les maladies professionnelles comme accidents du travail ; mais on ne peut nier, en toute justice la part qu'elles ont dans l'état antérieur de l'ouvrier. Et si cet état antérieur aggrave un traumatisme pourquoi l'éliminer sous le prétexte qu'il est *indépendant* de l'accident du travail, alors que le travail lui-même, nous venons de le voir, est pour quelque chose dans cette dépréciation physique cause de la complication ?

Voilà donc, esquissés rapidement, les principaux caractères de l'état antérieur : il est *sans limites précises* en ce sens qu'il contient la part d'inconnu due aux prédispositions, aux diathèses, à l'hérédité ; et cette part d'inconnu est si grande, (surtout si on lui ajoute les maladies latentes que l'examen le plus approfondi ne peut déceler) qu'un ouvrier peut avoir un état antérieur très chargé, se manifestant au premier traumatisme, sans que nous ayons même soupçonné cet état antérieur ! Il est *variable*, non seulement avec les individus, cela va sans dire, mais avec le *même individu* aux divers

moments de son existence ; et cette variabilité peut être si grande qu'il faudrait des examens répétés pour être toujours au courant de cet état antérieur.

On voit de là ce qui arriverait le jour où, *officiellement* comme le désirait la Société de chirurgie, la loi distraierait l'état antérieur de l'accident proprement dit, en mettant ce dernier seulement à la charge du patron : celui-ci, ou les compagnies d'assurances qui le remplacent, n'auraient rien de plus pressé (et ce serait leur droit le plus absolu) que d'invoquer l'état antérieur, et il n'y aurait pas un accidenté qui recevrait intégralement l'indemnité prévue par la loi.

La loi serait un leurre complet pour l'ouvrier et aboutirait à des procès sans fin, à des difficultés la plupart du temps insolubles.

Comme nous serions loin ainsi de la pensée du législateur qui a voulu faire une loi de conciliation, d'apaisement ! Voici comment s'exprime, à ce sujet, M. van Cleemputte dans son rapport à la section centrale de la Chambre des représentants de Belgique, sur le projet de loi concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail :

« Pour que la mort ou l'incapacité de travail donnent lieu à réparation, il faut qu'elles soient causées par l'accident. Mais on n'exige pas que celui-ci soit la cause unique. Ainsi, la victime d'un accident subit une incapacité de travail plus longue, elle meurt, parce que, à l'effet de l'accident s'est jointe l'influence d'une maladie antérieure, d'un vice de constitution : la réparation pré-

vue par la loi est due. L'accident n'en est pas moins la cause immédiate, une cause efficiente.

« Telle est la loi du forfait. Si l'on exclue du forfait la part du risque résultant de maladies ou de prédispositions le plus souvent inconnues ou peu connues, *on facilite, on multiplie les procès contrairement au but du législateur. Il serait trop facile de soutenir qu'il y avait chez la victime, une diathèse soit constitutionnelle, soit chronique, soit accidentelle, une maladie, une indisposition plus ou moins grave, telles que chacun peut en contracter même sans causes ou occasions connues, et qui sont nombreuses, variées et complexes.*

« On soutiendrait, en réponse, que la gravité du mal procède, soit de la nature de l'accident, soit des circonstances de milieu ou autres, dans lesquelles l'accident est survenu, soit de l'état dans lequel l'exécution du contrat de travail et les conditions physiques et morales de la vie du travailleur mettent ce dernier. Le législateur n'a pas voulu multiplier les procès et les rendre odieux en permettant de s'attaquer à ce qu'il y a de plus intime dans l'existence de l'ouvrier. L'influence des maladies antérieures et sans intérêt appréciable : il n'y a pas lieu de la séparer du forfait. »

Non seulement il n'y a pas lieu de la séparer du forfait, ajouterons-nous, mais c'est même impossible.

En effet, pour faire deux parts, l'une exclusivement du trauma, l'autre exclusivement de l'état antérieur, il faudrait que nous connaissions parfaitement les rapports intimes qu'ils ont entre eux. Or c'est là que toute constatation est illusoire, impossible, injuste même ! Que

savons-nous en effet des rapports des traumatismes et des états antérieurs, de leur influence réciproque sur les maladies ? Les créent-ils, les aggravent-ils, les révèlent-ils ? question la plupart du temps insoluble, malgré tous les progrès de la science. Nous savons bien, il est vrai, que la tuberculose a pour cause le bacille de Kock ; c'est la cause immédiate ; mais quelle est la valeur des causes médiates, influence du terrain, de l'organisme plus ou moins résistant, d'un traumatisme ? Et ne voyons-nous pas, dans toute la pathologie, la place prépondérante qu'il faut garder au traumatisme ? Dans bien des cas nous ne disons plus, comme autrefois, qu'il est la cause unique, l'unique facteur, mais nous disons qu'il est la cause adjuvante qui a suffi pour mettre en branle les réactions intimes de l'organisme. Rappelons-nous les expériences de Lannelongue et Achard à propos des tuberculoses locales : un traumatisme a suffi pour appeler au point traumatisé les microbes injectés dans la circulation sanguine et contre lesquels l'organisme se défendait parfaitement auparavant ; sans ce traumatisme il est bien probable que cette localisation n'eût pas eu lieu. Peut-on, de bonne foi, ne pas reconnaître une relation de cause à effet ? La clinique nous montre tous les jours la part importante qui revient au traumatisme dans nombre d'états pathologiques ; cela est si vrai, que le public, qui a l'instinct de la généralisation, rapporte très souvent à un traumatisme une maladie dont il ne s'était jamais senti auparavant. Souvent c'est une exagération, c'est vrai ; mais nous serions fort embarrassés, néanmoins, s'il nous fallait préciser la part exacte

de l'accident dans l'évolution de la maladie. Que nous apprend encore la clinique ? Elle nous apprend tous les jours que des états pathologiques peuvent rester latents pendant nombre d'années, sans réaction fâcheuse pour leur porteur, et recevoir un véritable *coup de fouet* du fait d'un traumatisme. C'est le cas de rappeler le « réveil de la diathèse » dont parlait Verneuil.

Nous savons la grande part du traumatisme dans les affections osseuses des jeunes. Nous connaissons ces localisations d'une affection qui n'eût peut-être jamais existée sans lui. Ces ostéomyélites du jeune âge, qui, prolongées et à l'état latent, pendant dix, quinze, vingt ans, se réveillent par un trauma, ne sont-elles pas une preuve particulièrement convaincante du rôle joué par l'accident ? Et alors, parce qu'un sujet aura eu, vingt ans avant, une ostéomyélite aiguë qui l'aura laissé parfaitement tranquille jusqu'au traumatisme actuel, concluons-nous que son état antérieur a *seul* fait tout le mal, que le traumatisme serait resté insignifiant chez un homme sain, qu'en conséquence ce n'est pas un accident du travail et que l'ouvrier ne doit pas être indemnisé ?

Et les *névroses traumatiques* ne sont-elles pas une preuve plus frappante encore des rapports étroits du traumatisme et de l'état antérieur et de leur indissolubilité ? On nous pardonnera de nous y étendre quelque peu, car c'est dans les névroses traumatiques que l'on voit surtout l'importance réelle de l'accident et la criante injustice qu'il y aurait à le séparer de l'état antérieur.

Certains auteurs sont allés jusqu'à les nier, arguant qu'autrefois elles étaient inconnues, que le traumatisme n'y était pour rien et que le terrain névropathique du sujet était seul coupable. Il n'est plus possible à l'heure actuelle de tenir un pareil langage. Certes oui, les névroses traumatiques ont augmenté, comme ont augmenté les accidents, parallèlement au développement industriel.

La prédisposition nerveuse, l'alcoolisme qui en est un facteur important, ont augmenté aussi dans la société moderne, plus surmenée et moins tempérante qu'autrefois.

Mais si les névroses traumatiques ont augmenté ce n'est pas à dire qu'elles n'existaient pas autrefois. « La maladie date de loin, disait Charcot, et rien n'est changé à son égard ; c'est nous qui avons changé, en apprenant à reconnaître ce qui pour nous, autrefois, passait inaperçu. » Les œuvres éminentes des professeurs Brouardel, Thoinot, Gilbert Ballet ont éclairé d'un jour nouveau cette matière si intéressante et si mystérieuse encore dans son évolution. Eh bien, dans les cas de névrose traumatique, si l'on tient compte de l'état antérieur, on arrive souvent à une injustice absolue.

Nombreux sont les ouvriers qui, victimes d'un accident du travail de moyenne gravité, ont vu, l'accident une fois guéri, évoluer chez eux une névrose traumatique. Question de terrain, de prédisposition névropathique, direz-vous. C'est fort possible ; mais ces ouvriers, par la *faute* de l'accident, n'en sont pas moins destinés à rester infirmes pendant un temps indéterminé. L'ac-

cident a été l'étincelle qui enflamme la poudre, laquelle pouvait fort bien rester indéfiniment sans prendre feu. Sans l'accident, les troubles nerveux ne se seraient jamais montrés, peut-être ; et si l'accident, comme cela arrive souvent, est minime et les troubles nerveux consécutifs fort graves, l'indemnité insignifiante due à l'accident *seul* ne serait-elle pas odieuse ?

La jurisprudence a montré dans plusieurs jugements qu'il ne convenait pas de séparer l'état antérieur du traumatisme.

Citons :

Cour de Caen. Arrêt du 26 juillet 1905. Rec. Caen, 1906.94.

Pour le règlement de l'indemnité due à un ouvrier victime d'un accident de travail, il n'y a lieu de tenir compte que de son état actuel, et l'on doit considérer comme absolue l'incapacité résultant, dans l'espèce, d'une hystérie traumatique dès qu'il est établi que la victime est hors d'état de se livrer à un travail quelconque, alors même qu'une guérison serait vraisemblable.

Également *Cour de Douai*, 12 mai 1906.

Elle est allée plus loin encore, dans sa volonté d'attribuer à l'ouvrier blessé une indemnité équitable et en rapport avec l'incapacité : d'accord avec la plupart des médecins experts qui ne peuvent assigner de date fixe à la terminaison d'une névrose traumatique, la jurisprudence a tranché le cas dans plusieurs arrêts.

Notamment :

Tribunal de Roanne, 8 novembre 1905.

Déclare que : « l'hystéro-neurasthénie traumatique constitue

une incapacité de travail permanente en raison de l'impossibilité médicale dans laquelle l'expert se trouve de fixer l'époque, même approximative, d'une guérison qui ne se réalisera peut-être jamais. »

Nous venons de voir les rapports étroits de l'accident avec certaines maladies qu'il révèle ou qu'il aggrave : ostéomyélite, névrose traumatique ; on pourrait passer la pathologie en revue et voir que la plupart des processus morbides sont influencés par le trauma. Prenez la tuberculose, par exemple : voici un tuberculeux avéré ou latent, faisant parfaitement les frais de sa tuberculose, chez lequel, à la suite d'un accident, se déclare une arthrite. Cette arthrite se serait-elle produite sans le traumatisme, rien ne le prouve. Évidemment la tuberculose, par elle-même, ne donne droit à aucune indemnité, mais la manifestation *locale*, la *complication locale*, celle-là est sans conteste une conséquence du trauma.

Prenons un diabétique, victime d'un accident qui nécessite une intervention chirurgicale. Celle-ci, comme c'est souvent le cas chez les diabétiques, entraîne la mort. Et vous voudriez mettre l'accident hors de cause ? Mais cet homme pouvait vivre vingt ans encore !

La jurisprudence est plus large encore. Elle a jugé que le malade « même convaincu d'alcoolisme » a droit à une indemnité, si l'accident a entraîné une incapacité de travail qui n'existait pas auparavant ; à plus forte raison lorsque le *delirium tremens* avait causé la mort du blessé (Tribun. de Saint-Quentin et d'Amiens, 26 juin

1900). L'Office impérial allemand a jugé dans le même sens des faits semblables (Bruns). On a beau dire que l'accident dans ce cas *n'a été que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase*, ce dernier serait resté longtemps encore sans déborder, si le traumatisme n'avait pas apporté la goutte d'eau fatale. C'est donc bien lui qui est le principal coupable.

Ah ! si dans tous les cas que nous venons de citer et dans nombre d'autres, il n'y avait pas eu *accident*, dans le sens que veut la loi, d'accord ; il manquerait le facteur principal, nécessaire, et l'indemnité, concuremment, ne serait pas due, la loi ne reconnaissant pas les *maladies* comme accident du travail. Mais du moment que cet accident existe, que ce fait *anormal, soudain et violent*, dont parle la loi, est venu interrompre l'ouvrier dans son travail et diminuer sa capacité professionnelle, nous avons les éléments nécessaires et suffisants pour conclure qu'il s'agit réellement bien d'un *accident du travail*.

Mais, dira-t-on, un même trauma serait resté insignifiant si l'homme avait été sain. Qu'en savez-vous ? Pour l'affirmer il faudrait voir évoluer le même traumatisme sur le même homme, toutes choses égales d'ailleurs, la lésion antérieure en moins seulement. C'est une expérience impossible, absurde, inutile.

Mais chez un autre, direz-vous encore, la lésion n'aurait pas été compliquée ? Toujours, qu'en savez-vous ? Elle aurait eu peut-être une *autre* complication à cause d'un *autre* état antérieur.

De même que dans la gorge de l'individu le mieux

portant nous trouvons des hôtes dangereux : pneumocoque, bacille de Lœffler, etc., qui, d'agneaux, peuvent devenir loups sous l'influence de n'importe quelle cause occasionnelle ; de même, dans l'organisme de l'ouvrier en apparence le plus sain et le mieux constitué, nous verrons des états pathologiques, ignorés parfois toujours, qu'un traumatisme peut révéler. Quel est l'homme qui peut se vanter de n'avoir aucun microbe susceptible de recouvrer sa virulence dans l'organisme, aucune diathèse, aucune affection latente, aucun point faible, que nous-mêmes médecins ignorons, malgré l'examen le plus approfondi ?

L'homme est un tube à expériences, mais un tube vivant, dont les réactions intimes nous seront toujours inconnues. Et ce ne sont pas seulement des choses tangibles à nos moyens d'investigation, comme des microbes par exemple, que bien souvent nous ignorons, mais ce sont encore les phénomènes vitaux intimes de notre organisme qui nous déroutent à chaque pas. Nous connaissons les lois générales, mais la façon dont ces lois seront appliquées à chaque cas particulier, nous l'ignorons complètement.

Nous ne savons pas comment réagira le système nerveux de telle ou telle personne, son système circulatoire, etc. En un mot nous ignorons tout de la façon d'être de chaque individu en particulier ; nous savons qu'il réagira à sa façon propre, nous ne savons pas dans quel sens se fera la réaction.

Nous voyons dans certains cas des tuberculeux avérés se tirer d'un traumatisme sans localisations parti-

culières et dans d'autres, un individu, qu'avec nos moyens d'investigation nous aurons reconnu parfaitement sain, faire une localisation tuberculeuse. Nous voyons des gens, dont le système nerveux nous est connu comme parfaitement normal et équilibré, faire à la suite d'un trauma, parfois des plus minimes, des psycho-névroses, sans que nous en sachions la raison ; et d'autres fois, des individus à système nerveux douteux, sujet à caution, supporter leur traumatisme sans aucune complication. Pourquoi ? Sinon que l'état antérieur est essentiellement variable, et que nous ne pouvons préjuger en rien de ses rapports avec un traumatisme ; à plus forte raison, assigner de limites fixes à chacun d'eux. Ils sont intimement soudés l'un à l'autre, et il ne nous appartient pas à nous médecins, non plus qu'aux légistes, de les séparer.

— Il y a encore deux points sur lesquels appuient les adversaires de la thèse que nous soutenons : une telle façon de comprendre la loi, disent-ils, est une *injustice* pour le patron qui est condamné à payer les tares pathologiques de son ouvrier ; c'est une injustice également pour l'ouvrier, parce qu'en jugeant ainsi vous vous acheminez à la création du livret sanitaire, véritable patente, qui fermera toutes les portes à l'ouvrier faible ou prédisposé. Nous allons répondre à ces objections.

Nous trouvons d'abord qu'on abuse singulièrement des mots ; il n'y en a point dont on ait tant abusé que celui de justice ! Évidemment, en théorie, cette idée est juste et séduisante : le patron n'est responsable que de l'accident ; ce n'est pas sa faute si son ouvrier

un diabétique, un tuberculeux, un syphilitique. Évidemment non ; mais c'est la pratique qu'il faut considérer. Or, que l'on nous montre l'homme *sain, normal, type*, avec lequel, par exemple, le patron pourra faire des comparaisons. Si cet homme *sain type* existe, et s'il n'est pas rare, le patron pourra alors en peupler ses ateliers ; les ouvriers à état antérieur touché ne seront plus que l'exception que, par charité, le patron emploiera. Alors peut-être, on pourrait tenir compte de cet état antérieur ! Mais l'homme *sain type* n'existe pas ; nous avons vu, plus haut, que tous nous avons des tares évidentes ou cachées, en évolution ou à l'état latent, et qu'elles n'attendent peut-être qu'un traumatisme pour éclore. Alors le grand mot de justice n'a plus grande signification. Il faut accepter l'état antérieur pour ce qu'il est, c'est-à-dire, pour un fait *normal* commun à tous les ouvriers à des degrés différents ; il faut le comprendre comme un terrain sur lequel évolue l'accident. Nous avons vu, qu'en fait, ils sont inséparables ; en droit, ils le sont également. Et l'injustice serait au contraire de les séparer ; ce n'est pas tant pour les petits accidents insignifiants que la loi est utile à l'ouvrier, mais c'est surtout lorsqu'il est atteint sérieusement dans sa capacité de travail, qu'elle a sa raison d'être. C'est pour cela que la loi a été votée ; la détourner de son but serait la première des injustices.

Quant au *livret sanitaire ouvrier*, dites-vous, il serait nécessaire de l'établir si l'on adoptait notre théorie ; dans ce cas l'ouvrier qui n'aurait pas sa patente sanitaire nette ne pourrait trouver à s'employer. Voilà une

supposition toute gratuite et une peur qui a contre elle l'expérience de la pratique d'abord. En Suède, en Allemagne surtout, où le principe de la responsabilité totale fonctionne depuis vingt ans, il n'y a pas de livret, il n'y en a jamais eu.

M. le professeur Brouardel avait déjà présenté cette objection ; il avait peur qu'un grand nombre d'ouvriers soient ainsi jeté sur le pavé par la faute de leur livret sanitaire. Nous venons de voir que la pratique, par l'exemple de la Suède et de l'Allemagne, démontre combien cette crainte est justifiée. Admettons que les compagnies d'assurances exigent ce livret sanitaire. Il arriverait, si l'on voulait tenir compte des prédispositions morbides ou des affections pathologiques de chaque individu, que l'industrie, manquant de bras, se trouverait forcée de fermer les yeux sur les ouvriers les moins tarés et de les prendre *malgré* leur état antérieur. Car, en somme, d'ouvriers à casier pathologique vierge, il n'y en a pas, ou si peu, qu'ils sont l'exception. On sait l'extrême fréquence de l'alcoolisme chez le travailleur, la rareté des ouvriers qui sont complètement indemnes de tuberculose. Il y aurait évidemment une certaine sélection ; les ouvriers dont l'état pathologique est le plus chargé, ceux qui ont les plus grosses tares seraient éliminés. On peut se demander, même, si le mal, dans ce cas, serait si grand et le vœu du Conseil d'hygiène finirait par avoir sa réalisation : il demandait le renvoi de l'industrie des ouvriers aux tares avérées et inguérissables. Car ces tuberculeux avec lésions avancées, ces alcooliques dûment reconnus, font subir à l'industrie

un plus grand dommage que cette dernière ne leur en cause à eux-mêmes.

Mais, pour la très grande majorité, l'industrie les reprendrait comme avant, sous peine de n'avoir personne sous la main ou d'être à la merci d'une crise grave, augmentée encore par les syndicats ouvriers qui prendraient fait et cause pour leurs camarades éliminés.

Demandez à un de ces grands industriels du Nord par exemple, qui emploient des milliers de bras, de renvoyer du jour au lendemain les deux tiers de son personnel (et c'est probablement la proportion qui serait éliminée après un examen médical sérieux et approfondi). Il vous répondra que c'est impossible, qu'il n'a personne pour les remplacer ; il aimerait mieux payer des primes plus fortes, en admettant que les assurances augmentent leurs primes en raison du risque causé par les complications pathologiques faisant suite aux accidents du travail.

Pour ces raisons, le livret sanitaire ne peut pas être une pierre d'achoppement. Il n'est ni bon, ni mauvais ; nous croyons qu'il est simplement *irréalisable* et qu'il serait d'une utilité plus que douteuse : on fermera toujours, les yeux, par la force même des choses, sur les ouvriers aux tares légères s'ils sont susceptibles d'un bon travail. Quant aux autres, comme nous le disons plus haut, leur non emploi leur permettra de se faire soigner sérieusement, pendant qu'il en est temps encore, au lieu de laisser leurs lésions s'aggraver par l'effet du travail ; cela délivrera l'industrie d'un concours forcément limité, et qui augmenterait ses risques sans augmenter son travail.

La principale raison qui, pour nous, empêchera les compagnies d'assurances qui y sont intéressées, de créer le livret sanitaire, serait le travail énorme et le surcroît de frais que comporterait une pareille chose. Car ce ne serait pas seulement un examen d'entrée que l'ouvrier devrait subir, mais *des examens* répétés, pour savoir où en est son état antérieur. Car enfin il se pourrait qu'un diabète, par exemple, s'installât le lendemain de la visite d'entrée d'un ouvrier reconnu parfaitement sain ; et alors la compagnie serait lésée, si elle ne faisait pas de visites médicales fréquentes. Et voyez-vous cette visite médicale fréquente pour des compagnies qui ont des milliers et des milliers d'ouvriers assurés ? De plus, ces examens ne devront pas être superficiels, mais très approfondis et faits d'une façon très consciencieuse, pour avoir quelque valeur. C'est une véritable impossibilité. Une objection similaire avait du reste déjà été faite au début de l'application de la loi.

On avait dit : « c'est une loi immorale au premier chef puisqu'elle pousse les patrons à ne prendre que le moins possible les hommes mariés (à plus forte raison s'ils ont des enfants), car dans ces dernier cas, l'indemnité augmente par la rente à payer à la veuve et aux enfants en cas de mort. Conséquemment les patrons auront intérêt à ne prendre que des célibataires, et le père de famille sera écarté des ateliers. » Il n'est pas besoin de dire que rien de tout cela ne s'est produit. Les compagnies d'assurances, qui traitent à forfait avec le patron, ne se sont jamais inquiétées de savoir si l'ouvrier était marié ou non, ou s'il avait des

enfants. Elles traitent en bloc avec le chef de l'industrie ; elles se basent sur la *totalité* des salaires, sans s'inquiéter, en aucune façon, des *unités* ouvrières. Il est certain que cela sera de même pour les cas de responsabilité totale.

Du reste la preuve est dans les faits.

En effet, depuis que la jurisprudence juge dans ce sens, les compagnies n'ont pas changé de manière de faire et elles continueront sans aucun doute. Elles aiment mieux avoir à payer des indemnités un peu plus élevées, que d'assurer des frais qui seraient de beaucoup supérieurs au léger supplément dû à la responsabilité totale.

Alors, nous dira-t-on, presque tous les malades seront indemnisés de cette façon, car ils sauront bien trouver un traumatisme léger pour expliquer leurs lésions ; — et comme, d'après vous, l'état antérieur ne doit pas être séparé du traumatisme, c'est surtout cet état antérieur que paiera votre indemnité ?

On trouvera une réponse facile à cet argument, si on se souvient de ce que nous avons dit de l'accident au commencement de notre thèse. Nous nous étions un peu étendu à son sujet ; mais on peut en voir l'utilité maintenant, puisque toute la question va rouler sur le fait de savoir, s'il y a oui ou non *accident*, comme l'entend la loi, et si l'accident a été en *partie* ou en *totalité* cause des complications : l'accident, voilà la condition essentielle. C'est pour cela, qu'à notre avis, la définition exacte de l'accident était chose importante. Nous n'y reviendrons pas.

Si nous passons maintenant au point de vue prati-

que, laissant de côté les discussions théoriques, nous voyons, qu'à propos de chaque accident, il faut se poser les deux questions suivantes :

1° Y a-t-il eu *accident* du travail, dans le sens voulu par la loi, ou bien maladie professionnelle, risque commun à tous les hommes ?

2° L'accident est-il, *en partie* au moins, la cause de l'état morbide ultérieur ?

Lorsque, au *cours* du travail se produit un événement *soudain* et *anormal* susceptible d'entraîner chez les ouvriers des troubles de la santé, aucun doute n'est possible. Quelques cas peuvent prêter à discussion nous les résumons rapidement :

A). — Un travail *intense*, un effort momentané ou soutenu sont des *accidents du travail* :

1° Si l'ouvrier a effectué une tâche pénible, mais non excessive, dans des conditions *exceptionnellement défavorables*.

Voici l'exemple que donne M. R. Sand (1), assistant à la Faculté de médecine de Bruxelles: « Des blocs de bois, pesant chacun une quarantaine de kilos, sont disposés de telle façon que l'ouvrier chargé de les déplacer doit se dresser sur la pointe des pieds pour arriver à les saisir ; il est forcé ensuite pour passer le bloc à son compagnon, placé au-dessous de lui, d'effectuer une rotation et une flexion considérable du tronc. De plus cet ouvrier n'a, pour base de sustentation, que deux

1. RENÉ SAND. *De la simulation et des névroses dans leurs rapports avec le traumatisme.*

poutres, séparées l'une de l'autre par un intervalle assez grand, ce qui le force à se tenir les jambes écartées. Une hernie survenue dans ces conditions est un *accident du travail*, non pas que la tâche imposée à l'ouvrier ait été trop lourde en elle-même ; mais parce que les conditions dans lesquelles elle devait être exécutée la rendaient *exceptionnellement* pénible.

2° Si on a demandé à l'ouvrier un *effort intense, sortant de ses attributions ordinaires*.

3° Si l'assuré a effectué un *travail excessif d'une intensité notablement supérieure à la besogne habituelle d'un ouvrier de son âge, de son sexe et de sa profession*.

Exemple : un ouvrier porte un poids de 80 kilos. Hernie. Accident du travail.

On appréciera, d'après les mêmes principes, le rôle de l'*effort*, dans l'étiologie du coup de fouet de la tuberculose, des affections cardiaques, etc.

B).— L'*intoxication* constitue un accident, si un événement *soudain*, survenu au cours du travail en a été la cause ou en a augmenté l'intensité.

Exemple : l'irritation bronchique chronique due au chlore est une maladie professionnelle. Mais, si, *au cours du travail*, il se produit un dégagement *anormal* d'une grande quantité de chlore, cet événement sera considéré comme un accident.

C). — L'action des *causes extérieures* (froid, chaud, courant d'air, foudre, etc.) est assimilée aux accidents lorsque :

1° L'intensité de leur action est anormale pour la

profession de l'ouvrier, de par les circonstances de son travail.

Pour les employés de chemin de fer, par exemple, les intempéries ne sont pas des accidents du travail : c'est inhérent à leur profession. Mais un mécanicien ayant été, après un travail de forge, envoyé dans une cave dont la température était de 20° inférieure, fut indemnisé pour l'affection oculaire à frigore qui se déclara peu après.

2° Lorsqu'un travail *ne rentrant pas dans les attributions ordinaires de l'ouvrier, favorise l'action de ces conditions.*

Exemple : un contremaître d'usine, appelé par extraordinaire à surveiller les travaux d'une salle de chauffe, a un accident du travail s'il est frappé par un coup de chaleur ou une attaque d'apoplexie.

3° Lorsque l'assuré a effectué un *travail d'une intensité notablement supérieure à la besogne habituelle d'un ouvrier de son âge, sexe et profession, et si ce travail a pu favoriser l'action de ces conditions.*

Exemple : un camionneur employé toute une journée à retirer d'un étang des blocs de glace. Le soir même il dut encore conduire son camion pendant deux heures et demie. Il eut une congélation du pied qui fut considérée comme un accident du travail.

Lorsque ces conditions ne sont pas remplies, il y a maladie due aux nécessités du travail, et non accident. C'est ainsi que le saturnisme, l'hydrargyrisme, l'anémie des mineurs, la syphilis des verriers, constituent des maladies professionnelles et non des suites d'acci-

dents, à l'exception de quelques cas rares rentrant dans les catégories citées plus haut.

— La seconde question que nous devons nous poser, une fois que nous sommes sûrs d'être en présence d'un des faits visés par la loi de 1898, est la suivante :

L'accident est-il en partie au moins, la cause de l'état morbide ultérieur.

Nous allons, toujours avec M. Sand, envisager les cas suivants :

1° *L'état morbide existait avant l'accident et n'a pas été aggravé par celui-ci.*

Il y a alors dissimulation consciente ou inconsciente. Exemple : diabète préexistant.

2° *L'état morbide a succédé à l'accident, mais il n'y a pas de relations étiologiques entre eux.* C'est la substitution consciente ou inconsciente. Exemple : plaie non infectée de la main, et tuberculose pulmonaire.

3° *L'accident est une des causes ou la seule cause de l'état morbide.*

a). — L'accident est provoqué par une maladie antérieure. Exemple : chute d'un épileptique. (C'est le travail qui a créé le risque.)

b). — L'accident aggrave une maladie préexistante ; (précipite le cours d'une tuberculose pulmonaire par exemple).

c). — Il crée une complication d'une maladie antérieure au traumatisme. Exemple : il fait apparaître une tumeur blanche chez un tuberculeux.

d). — Une diathèse préexistante fait que les consé-

quences d'un traumatisme sont plus graves qu'elles ne le seraient chez un sujet sain.

Exemple : une plaie, suite d'accident du travail, s'éternise chez un scrofuleux ; une blessure légère cause la mort d'un diabétique, etc.

e) L'accident a altéré la santé du traumatisé au point de favoriser l'éclosion ou d'aggraver le cours d'une maladie ultérieure, sans rapport avec l'accident.

Exemple : une plaie par écrasement cause une longue suppuration au cours de laquelle le malade se cachectise. Survient une tuberculose qui emporte rapidement le malade.

f). — La maladie subséquente n'est pas une conséquence du traumatisme, mais du traitement suivi.

Exemple : un ouvrier en traitement à l'hôpital pour fracture (accident du travail) y contracte un érysipèle de la face qui le rend aveugle (Becker. *Les accidents du travail*, p. 56, 57).

g). — Une maladie ou un accident antérieur font que les conséquences de l'accident sont plus graves que chez un sujet normal (par exemple, un borgne qui perd l'œil qui lui reste).

Dans ces sept derniers cas, à notre avis, la responsabilité de l'assureur est *totale* en ce qui concerne la complication ou l'aggravation due à l'accident. Seul ce système, qui est la volonté formelle du législateur, permet d'éviter des difficultés insurmontables. Citons pour terminer un passage emprunté à M. R. Sand et qui résume et clôt la discussion : « Si l'on cherche à fixer le rôle joué par le traumatisme dans la production des acci-

dents, on se heurte à des questions d'écoles. Quelle est l'importance étiologique d'un traumatisme d'épaule, par exemple, dans l'apparition, quelques semaines après, d'un ostéo-sarcome de cette région ? Selon les doctrines, la réponse pourra être affirmative, négative ou mitigée. Or la loi a pour but de diminuer le nombre des contestations. Son principe est le suivant : indemniser le sujet de la perte qu'il a subie dans sa capacité de travail. Dès lors, la réalité de cette perte et celle de l'accident étant démontrée, il n'y a plus qu'à établir la différence entre la capacité de travail antérieure au traumatisme et la capacité de travail consécutive à celui-ci. Que l'accident soit la cause unique ou l'une des causes de cette perte, celle-ci ne se serait pas produite si l'accident n'avait pas eu lieu. »

Nous avons dit plus haut, que les partisans de la responsabilité diminuée taxait « *d'arbitraire injustice* », selon le mot de M. le professeur Segond, le fait de ne pas tenir compte des états antérieurs dans le règlement des indemnités, ainsi que le veut la loi. Nous revenons intentionnellement là-dessus, car nous avons tenu à garder pour la fin de notre thèse un argument qui a d'autant plus de valeur qu'il est tiré de la loi elle-même. Cet argument se trouve dans le fait de la *transaction et du forfait* qui domine la loi du 9 avril 1898.

Pour bien comprendre *le forfait*, il faut voir quels étaient les lois et les règlements protecteurs de l'accidenté du travail, avant la promulgation de la loi de 1898. Lorsqu'un ouvrier était victime d'un accident, il ne lui

restait comme recours que l'article 1382 du Code civil : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé, à le réparer. » L'ouvrier blessé était donc assimilé à un demandeur ordinaire, réclamant la réparation du dommage causé à lui par autrui. Pour établir son droit à l'indemnité, il lui fallait prouver qu'il y avait eu faute délictuelle ou quasi délictuelle, imprudence ou négligence du chef de l'industrie.

La jurisprudence admettait le principe de la responsabilité patronale lorsqu'il y avait lieu d'appliquer les articles 1384, 1385 et 1386 (1), mais elle se refusait à admettre cette même responsabilité dans les cas de faute de l'ouvrier, force majeure, cause inconnue, et cas fortuit.

Le fardeau de la preuve restait toujours à l'ouvrier. « En somme, la législation française, avant 1898, présentait de sérieux inconvénients pour le chef d'industrie qu'elle exposait, avec l'application possible des juridictions répressives, à des condamnations pénales, avec l'application des juridictions civiles, à des décisions ex-

1. *Article 1383.* — Chacun est responsable du dommage qu'il a causé, non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.

Article 1384. — On est responsable, non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses que l'on a sous sa garde.

Article 1386. — Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par le vice de ses constructions.

cessives parfois et toujours arbitraires, puisque le juge jouissait de la plus grande liberté dans l'évaluation du préjudice. Les inconvénients de cet état de choses étaient plus grands encore pour le blessé, auquel rien n'était accordé en principe et qui devait, dans l'état d'infériorité matérielle et morale où il se trouvait vis-à-vis de son adversaire, fournir des preuves souvent difficiles à établir, supporter les frais de son accident, de son procès et de son chômage, et attendre une réparation pécuniaire, parfois incomplète et toujours lente à venir (1). » Il y avait évidemment, quelques avantages de part et d'autre. Ainsi le patron était loin de payer tous les accidents, puisqu'il n'était responsable que de ceux où il y avait de sa faute (environ 20 0/0). De même l'ouvrier lorsqu'il était indemnisé recevait une indemnité égale au préjudice causé.

C'est alors qu'intervint la loi de 1898, loi dont les grands caractères, nous l'avons dit, sont d'être transactionnelle et forfaitaire. Nous ne pouvons mieux faire pour définir ces deux mots qui représentent l'idée inspiratrice de la nouvelle législation, que de citer un passage de la circulaire du ministre du Commerce, du 24 août 1899, relative à l'application de cette loi : « Un autre caractère de la loi, est que les indemnités qu'elle assigne sont *transactionnelles* et *forfaitaires*. S'il est fait abstraction dans la procédure, de la faute qui a pu être commise, la législation pourtant en tient compte dans une sorte de compromis, en admettant au profit

1. MAXIME DRUHEN. *Thèse Paris*, 1904, p. 27.

de l'ouvrier, qu'il sera toujours indemnisé, et par contre, au profit du patron, que l'indemnité, ramenée à une moyenne, restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. Ainsi l'indemnité est transactionnelle. Elle est forfaitaire en ce que la loi n'abandonne pas au juge l'évaluation du dommage. Le législateur arbitre à l'avance l'indemnité à allouer, il la détermine selon les conséquences possibles des accidents qu'il classe en quatre catégories. Transaction et forfait aussi profitables à l'ouvrier qu'au patron, puisqu'ils indemnisent l'un de *tout* accident du travail en même temps qu'ils ménagent à l'autre la possibilité de calculer par avance sa dette éventuelle et dès lors de s'en couvrir par l'assurance. »

Voilà donc l'idée vraie de la loi : la transaction, le forfait. Dans l'intention d'éviter les difficultés présentées par la recherche de la faute, dans un but d'apaisement par conséquent, le législateur a préféré prendre un moyen terme, et tous les accidents ont été mis à la charge du patron, mais celui-ci n'est responsable que d'une partie du dommage causé. Cette partie est définie par l'article 3 :

« En cas d'incapacité temporaire de travail, l'ouvrier a droit à la moitié de son salaire quotidien ; en cas d'incapacité permanente, à une rente égale à la moitié de la réduction subie par son salaire annuel, si l'incapacité est partielle, aux deux tiers de ce salaire, si l'incapacité est totale. »

C'est un compromis entre le patron et l'ouvrier, chacun faisant, de bonne volonté, des sacrifices. Le patron

accepte d'être responsable de tous les accidents et de leurs complications. Mais, au lieu de payer la réparation totale du dommage causé, il n'en paye que la moitié, que les deux tiers en cas d'incapacité complète. L'ouvrier ne reçoit plus l'indemnité totale due au préjudice causé, il ne reçoit que la moitié, les deux tiers, mais il est indemnisé dans tous les cas d'accident de travail, au lieu de l'être, comme autrefois, seulement lorsqu'il y avait faute de l'industriel, c'est-à-dire, à peu près, dans 20 0/0 des cas.

Voici du reste, à titre documentaire, la statistique donnée dans la circulaire du Garde des Sceaux (10 juin 1895) au sujet des responsabilités des accidents du travail.

47 0/0 sont dus à des cas fortuits ou de force majeure, ou de cause indéterminée ;

20 0/0 à la faute du patron ;

8 0/0 à la faute combinée du patron et de l'ouvrier ;

25 0/0 à la faute de l'ouvrier.

Ainsi, dans 67 0/0 des cas, l'accident n'était pas dû à la faute de l'ouvrier.

Supposons-nous, par exemple, en présence d'un contrat, fait de plein gré, en toute connaissance de cause par deux parties. Chacun a fait des sacrifices de façon à équilibrer, le plus équitablement possible, les intérêts de tous : on perd d'un côté, on gagne de l'autre ; mais l'ensemble est profitable aux deux et les deux sont satisfaits.

Or si un tiers venait dire à ces deux parties : « Ce contrat n'est pas juste ; vous avez tort de l'avoir fait tel

qu'il est, tort surtout d'en être satisfaits », on pourrait lui dire avec raison qu'il n'est pour rien dans l'affaire, que cela ne le regarde en aucune façon et qu'il ne faut pas être plus royaliste que le roi.

Eh bien, les médecins qui s'insurgent contre la jurisprudence actuelle des accidents du travail, sont absolument dans ce cas. Il sont en dehors du compromis entre patrons et ouvriers; on ne leur demande pas du tout leur appréciation sur ce contrat. Malgré cela ils le jugent mauvais et ils le dénoncent comme étant « d'une arbitraire injustice ».

Ils oublient la chose principale de la loi de 1898 : le *forfait*. Ils oublient que l'ouvrier a fait abdication d'une moitié de son indemnité; que de plus, à peine un quart des accidents peuvent être mis sur son compte; que par conséquent les trois autres quarts appartiennent à l'industrie qui doit leur en tenir compte, puisque le risque professionnel est admis. Cette abdication d'une partie de leur indemnité représente au delà, la surcharge légère qu'a acceptée le patron, en indemnisant tous les accidents, quelles qu'en soient la cause et les complications. C'est en somme, si l'on peut dire, un déplacement de fonds: le patron reporte sur la collectivité ouvrière l'argent qui serait allé à quelques-uns seulement.

Mais, par contre, il s'engage à payer intégralement, sans diminuer encore l'indemnité sous le prétexte de complications survenues chez son ouvrier. Où est l'injustice là-dedans, et qui peut dire lequel est lésé du patron ou de l'ouvrier. Grâce au forfait, ni l'un ni l'autre

tre, puisqu'ils sont d'accord, mais à la condition qu'ils tiennent l'un et l'autre leurs promesses. Y manquer serait l'injustice, et on y manquerait en rompant le contrat au profit d'une des parties, en n'en remplissant pas scrupuleusement les clauses, en voulant morceler encore l'indemnité de l'ouvrier, déjà réduite de moitié.

C'est ce qu'à notre sens n'ont pas envisagé les critiques de la responsabilité totale. On voit combien il est périlleux de parler d'injustice là-dedans, sous peine de se faire adresser le même reproche et combien plus fondé !

La vraie justice, nous venons de le voir, est dans l'application intégrale de la loi du 9 avril 1898.

CONCLUSIONS

1° La loi du 9 avril 1898 qui innovait les principes nouveaux du risque professionnel, de la transaction et du forfait, n'a pas défini l'accident. Les commentateurs n'ont pas manqué, mais les définitions sont presque toutes incomplètes.

2° On pourrait définir l'accident : « un fait anormal, résultant de l'action, *soudaine et violente*, d'une cause extérieure physique, au cours du travail. » — Toutes les lésions, toutes les maladies médicales, tous les troubles psychiques, peuvent rentrer parmi les faits visés par la loi, à condition que dans chaque cas il soit établi qu'ils se sont produits d'une manière *accidentelle*, au cours du travail.

3° Les maladies professionnelles ne sont pas considérées comme des accidents du travail. Elles ont des caractères tout différents. L'accident a un début *brusque, soudain* ; il est possible de lui assigner une date

déterminée ; c'est un fait *anormal* dans la vie de l'ouvrier.

La maladie professionnelle, a une évolution *lente* ; on ne peut en préciser *l'origine* et lui assigner une *date déterminée*. Enfin elle est inhérente à l'exercice normal de la profession de l'ouvrier.

4° La loi est muette sur « l'état antérieur, » c'est-à-dire, le bagage pathologique personnel et héréditaire de chaque ouvrier. La jurisprudence, chargée d'interpréter la loi à ce sujet, a rendu, au commencement, des arrêts contradictoires : les uns tenaient compte de l'état antérieur dans le règlement des indemnités, les autres n'en faisaient aucun cas.

La jurisprudence s'est unifiée par la suite, et plusieurs arrêts de la Cour de cassation (22 août 1902 ; 31 juillet 1906 ; 12 avril 1907) ont déclaré « qu'il n'y avait pas lieu de tenir compte des prédispositions morbides dans les accidents du travail », consacrant ainsi la responsabilité totale.

5°. Cette façon d'interpréter la loi est parfaitement justifiée selon nous :

a). — L'état antérieur est *complexe*. Il comprend non seulement les maladies antérieures à l'accident ou en évolution au moment du trauma, mais encore les prédispositions morbides héréditaires, les diathèses. Il contient donc une grosse part d'*inconnu* ; on ne peut lui assigner de *limite fixe*. Il est *variable* non seulement avec les individus, mais avec le même individu à des

moments divers de son existence : il n'y a pas *un* état antérieur, mais *des* états antérieurs.

On ne peut donc faire état d'une chose si variable, si peu connue, qui frappe non des exceptions, mais qui est commune à tout le monde ouvrier à des degrés divers.

b). — Si nous considérons l'état antérieur, dans ses rapports avec les traumatismes, nous sommes encore plus embarrassés s'il s'agit de délimiter d'une façon précise ce qui revient à chacun d'eux. La part étiologique du trauma nous est fort peu connue ; nous savons qu'il *n'est pas la cause unique*, mais nous ne savons pas jusqu'à quel point il est important comme *facteur secondaire*, et c'est suffisant dans l'esprit de la loi.

c). — Il y aurait injustice à séparer l'accident des complications qui s'y rattachent. Exemple : névroses traumatiques ; accident aggravé chez un diabétique, etc. Sans l'accident, le nerveux, le diabétique pouvaient fournir un excellent travail pendant un temps indéterminé.

d). — La loi de 1898 est une loi de conciliation. Elle a eu pour but le paiement de toute les incapacités dues au travail et a cherché à diminuer le nombre des procès. Or la responsabilité limitée les augmenterait en de notables proportions.

e). — On a dit que la doctrine de la responsabilité totale, obligerait les compagnies d'assurances, dans leur intérêt, à créer des livrets sanitaires. L'ouvrier qui n'aurait pas son livret sanitaire net, se verrait impitoyablement refusé de tous les emplois.

On peut objecter qu'en pratique cela n'a jamais eu lieu en Allemagne par exemple, où, depuis vingt ans, la

responsabilité totale est admise, ni même en France, depuis que la jurisprudence juge de façon semblable. Cela ne se fera pas pour beaucoup de raisons ; entre autres, parce que les compagnies d'assurances aimeront mieux payer une indemnité plus forte que de s'engager dans les frais énormes et les difficultés que présenteraient des visites médicales fréquentes et obligatoires. De plus, si l'on voulait éliminer de l'industrie tous les ouvriers dont le livret sanitaire ne serait pas indemne, une crise ouvrière inévitable s'en suivrait, et on serait fatalement obligé, par manque de bras, de fermer les yeux sur les prédispositions morbides des ouvriers.

f). — Du reste, les compagnies d'assurances assurent en bloc, à forfait, sur la totalité des salaires d'une maison et non sur des unités qu'elle ne connaît pas.

g). — La loi de 1898 est une loi de transaction et de forfait ; c'est un contrat passé entre patrons et ouvriers, chacun ayant fait des sacrifices. C'est un compromis qui admet au profit de l'ouvrier qu'il sera toujours indemnisé, au profit du patron que l'indemnité ramenée à une moyenne restera inférieure à la réparation totale du préjudice causé. La véritable injustice serait donc, si l'on tenait compte de l'état antérieur, de diminuer encore, arbitrairement et illégalement cette fois, l'indemnité déjà réduite de moitié, mais du consentement de deux parties.

6° En résumé, il faudra toujours démontrer dans chaque cas :

a). — Qu'il existe bien chez le sujet un état morbide ;

b). — Que cet état morbide ne *préexistait* pas à l'accident, mais que celui-ci est au contraire *un* des facteurs étiologiques ;

c.) Qu'il y a bien eu *accident du travail* au sens que la loi donne à cette expression.

Vu : le Doyen,
LANDOUZY

Vu : le Président de thèse.

THOINOT

Vu et permis d'imprimer,
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris. :

L. LIARD

BIBLIOGRAPHIE

- BALTHAZARD. — Précis de médecine légale.
— *Droit médical*, année 1905-1906.
- BAUDRY. — Étude méd.-lég. sur le traumatisme de l'œil et de ses annexes. Paris, Vigot, 1903.
- BECKER. — Les accidents du travail. *Guide de l'expert*.
- BELLOM. — La loi sur les accidents. Commentaires.
— L'assurance contre les accidents à l'étranger.
- BLONDET. — Responsabilité avant et après 1898. *Thèse droit*, Montpellier, 1901.
- BROUARDEL. — Les accidents du travail. *Guide du médecin*.
— La responsabilité médicale, page 82.
— *Bulletin officiel du Syndicat des médecins de la Seine*, années 1897, 1898, 1899, 1900, 1901.
- DESCOUST. — *Annales d'hygiène publique et méd. lég.*, 1898, page 367.
- DRUHEN. — Législation comparée des Accid. du trav. *Thèse Paris*, 1904.
- DUCHAUFFOUR. — Manuel de conciliation pour l'application de la loi du 9 avril 1898.
- France.** — Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail.
— In *Journal officiel*, 10 avril 1898.
— Loi du 30 juin 1899 sur les accidents agricoles. In *Journal officiel*, 1^{er} juillet 1899.
— Loi de 1905.

GIRAUD. — Étude sur les blessures simulées dans l'industrie.
— *Thèse Paris* 1895; Danel, Lille.

GILBERT. — *Bull. méd. des accidents du travail*, Bruxelles,
1904, I, 3; p. 327, 324.

JAMIN. — *Thèse Paris*, 1902.

Ministère du Commerce. — 1^o *Bulletin de l'Office du Travail*. (Années 1898-1899, 1900-1901.)

2^o Lois, règlements et circulaires.

3^o Accidents du travail. Jurisprudence. Tomes I à IV.

Norwège. — Loi du 23 juillet 1894 sur les accidents du travail. In *Annuaire de la Législation étrangère*, 1895.

ORTUS. — Responsabilité avant et après 1898. *Th. droit*, Montpellier, 1901.

OLLIVE ET LE MEIGNEN. — Accidents du travail.

POOELS. — La jurisprudence étrangère en matière d'accidents du travail.

— *Rev. acc. trav.* Tamine, Duculot, Roulin-Paris, Larose, 1905, VIII; 3, 4, p. 173, 191.

— *Bull. méd. accid. trav.* Bruxelles 1904, I, 4; p. 400, 402.

RAMÉ. — Étude au point de vue médical de la loi de 1898.
Th. Paris, 1901.

SACHET. — Traité théorique et pratique de la législation sur les accidents du travail, 1900.

R. SAND. — De la simulation et des névroses et de leur rapport avec le traumatisme.

THOINOT. — Les accidents du travail et les affections médicales d'origine traumatique. Paris, Doin, 1904.

— *Ann. hyg. et méd. lég.* 1898.

WAGNER. — Première pratique et jurisprudence médicale de la loi. *Th. Paris* 1901-1902.